



FADECSO

L'HUMAIN AU COEUR DE LA FINANCE
ET DE L'ECONOMIE



LE CHÔMAGE N'EST PAS UNE FATALITÉ ! LE PLEIN-EMPLOI EST POSSIBLE !

Retrouver la croissance durable, créer des millions d'emplois et revenir au plein-emploi des trente glorieuses, c'est possible !



L'HUMAIN AU COEUR DE LA FINANCE
ET DE L'ÉCONOMIE

NOTRE OBJECTIF	04
NOTRE POLITIQUE	05
RÔLE DE L'ÉCONOMIE	06
NOS SOLUTIONS	08
CE QU'IL FAUT RETENIR	11



NOTRE OBJECTIF

Agir pour la croissance durable, pour la création d'emplois et pour un retour au plein-emploi est ce sur quoi nous allons consacrer notre réflexion et nos efforts.

OBJECTIF



NOTRE POLITIQUE

Si la politique consiste à défendre des idées de gauche ou des idées de droite, nous qualifions nos actions d'apolitiques. Si par contre on considère selon une définition de Wikipédia :

- Que la politique, au sens de Politeia, renvoie à la constitution et concerne donc la structure et le fonctionnement (méthodique, théorique et pratique) d'une communauté, d'une société, d'un groupe social,
- Que la politique porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de cette société, ses rapports internes et ses rapports à d'autres ensembles,
- Que la politique est donc principalement ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualités et/ou de multiplicités,
- Que c'est dans cette optique que les études politiques ou la science politique s'élargissent à tous les domaines d'une société (économie, droit, sociologie, etc).

Alors, nous pensons que nous avons le devoir de nous intéresser à la politique ou plutôt aux politiques menées pour nos sociétés, non pas de façon partisane mais précisément de façon à soutenir le développement économique et social et donc, soutenir une économie plus humaine et ce, à quelque niveau de la société où nous puissions agir car, c'est la politique ou plutôt ce sont les politiques menées qui, de façon inévitable, détermine la société dans laquelle nous vivons.

Nous croyons en la capacité éternelle de l'Homme à inventer et construire la société dans laquelle il vit et donc, en la capacité de l'Homme à réinventer et à changer son monde.

Le chômage n'est pas une fatalité, rien n'est définitif car le monde est de fait changeant et, dans ce monde qui change, il nous incombe la responsabilité de le faire changer en mieux. Il nous revient la responsabilité de choisir la société dans laquelle nous voulons vivre, et de choisir le monde que nous voulons laisser aux générations futures.

L'action, surtout l'action bien pensée, est la clé de toute révolution ou mutation de société réussie. Agir aujourd'hui c'est préparer la société de demain.

Ensemble, agissons maintenant pour la constitution d'une force de proposition et de concrétisation des idées et concepts plus justes et plus efficaces pour l'amélioration de notre société.

Ensemble agissons maintenant pour une parole libre et convaincante afin de porter aux décideurs politiques, économiques et financiers, les demandes et propositions capables de faire changer les choses en mieux.



RÔLE DE L'ÉCONOMIE

Les sujets qui seront traités ici ainsi que les propositions et revendications qui en découleront ne visent personne en particulier et pourtant concernent chacun d'entre nous car ce sont des sujets de société, de notre société.

Le chômage et le manque de croissance suffisante sont des difficultés que connaissent la plupart des pays du monde. Notre réflexion dans les pages qui vont suivre va se porter sur des notions et concepts économiques. Il est donc besoin de bien comprendre le rôle de l'économie dans nos sociétés.

Ainsi, afin de savoir à quoi sert l'économie, nous allons nous référer à l'écrit de Jacques Méraud, auteur de nombreux « rapports Méraud », qui a reçu pour ses ouvrages deux prix de l'académie des sciences et politiques, qui est qualifié par ses pairs de grand économiste et, qui a été décrit par le journal le Monde comme étant « un peu le père de tous les conjoncturistes français ». Dans cet écrit, Jacques Méraud nous précise avec une grande clarté l'utilité de l'économie de la manière suivante :

Le but de l'économie est de répondre aux besoins des gens : il s'agit essentiellement de leur niveau de vie et de la qualité de cette vie ; on peut y joindre leur besoin d'emploi, qui, par-delà ses composantes matérielles, exprime leurs besoins de dignité, de créativité et de lien social.

Ces gens expriment leurs besoins par ce que les économistes appellent « la demande ». De son côté, l'appareil productif propose à la population du pays concerné ce que les économistes appellent « l'offre », et que l'on peut aussi appeler la production. Cette production est nécessaire : sans elle les gens ne pourraient pas vivre. Et si l'on veut accroître le niveau de vie de certains sans diminuer celui des autres, il faut que la production augmente. La « croissance » (par ce raccourci on entend : la croissance de la « production ») est donc absolument nécessaire.

L'appareil productif fonctionne d'une part, grâce au capital qui finance les « investissements » (c'est-à-dire la fabrication et l'installation des équipements) et qui finance aussi les autres moyens nécessaires pour produire. D'autre part, l'appareil productif fonctionne également grâce à l'apport du travail des salariés. Par conséquent, grâce à la combinaison de ses deux « facteurs de production », tous deux indispensables, l'appareil productif va le plus souvent avoir, non seulement une croissance, mais aussi une « productivité ». Autrement dit, l'augmentation du volume des biens et services produits en une année sera plus grande que l'augmentation du volume des facteurs de production (capital et travail) mis en œuvre cette même année pour produire. Cette productivité est avec le travail et le capital, l'un des trois facteurs de la croissance. »

Après cette clarification, nous arrivons à la conclusion que les politiques économiques d'un pays se posent sur deux axes que sont la politique de l'offre et la politique de la demande. Ces deux axes qui eux-mêmes sont actionnés par deux leviers que sont, d'une part l'appareil productif qui génère la production en ce qui concerne la politique de l'offre, et d'autre part le pouvoir d'achat qui entraîne la consommation en ce qui concerne la politique de la demande.

En langage plus imagé, nous dirons que pour que l'économie d'un pays soit solide et puisse progresser, il faut qu'elle se tienne sur ses deux jambes que sont la politique de l'offre et la politique de la demande et qu'elle marche sur ses deux pieds que sont l'appareil productif et le pouvoir d'achat.

Nous en déduisons donc que les solutions qui tendent à renforcer simultanément ces deux pieds de l'économie sont les plus efficaces pour une économie debout, qui avance et progresse vers plus de croissance et donc de prospérité. Il nous faut alors réfléchir aux nouvelles solutions de développement économique et social plus efficaces.



NOS SOLUTIONS

Afin d'aller plus loin dans l'utilité de l'économie et proposer des solutions et perspectives nouvelles, nous inventerons :

- Une notion nouvelle ou concept nouveau que nous appellerons « **Actif d'Utilité Economique et Sociale** », (A.U.E.S.)
- Par la suite, une notion nouvelle ou concept nouveau que nous appellerons « **Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale** »,
- Par extension, la notion nouvelle ou concept nouveau que nous appellerons « **Unité d'Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale** ».

Ces notions nouvelles ou concepts nouveaux naissant de **l'impératif de combiner de façon indissociable**, les deux facteurs de production que sont : d'une part, le capital pour le financement de la fabrication et l'installation des équipements (ce qu'on appelle les investissements) ainsi que le financement des autres moyens pour produire et, d'autre part le travail des salariés. Pour ce faire, l'on intègre le coût du travail des salariés dans le capital pour financer la fabrication et l'installation des équipements ainsi que les autres moyens pour produire, pour ne faire plus qu'un **seul et unique capital** dédié au financement de l' « **Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale** ». Par extension, l' « **Unité d'Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale** » correspondant alors au montant du capital incluant le coût du travail d'un salarié. Et enfin, l' « **Actif d'Utilité Economique et sociale** » étant l'ensemble des emplois générés par ce mode d'investissement. En d'autres termes, l'ensemble des emplois, participant à la production de biens et de services d'une entreprise, généré par la combinaison impérative et indissociable des deux facteurs de l'appareil productif que sont le capital et le travail des salariés.

La problématique ici étant **comment retrouver la croissance et le plein-emploi** comme celle et celui que l'économie et la société mondiales ont connus pendant la période dite des trente glorieuses (1949-1974), il est judicieux de chercher à savoir **comment changer de régime de croissance** pour sortir d'une crise à la fois financière, économique et sociale.

Pour qu'il y ait **croissance économique**, ce qui est la condition majeure du progrès social, il faut le plus possible d'**harmonie entre l'évolution de l'offre et l'évolution de la demande**.

Si l'on part donc du principe qu'une économie prospère repose sur une corrélation harmonieuse et positive entre l'offre et la demande, l'offre rencontrant une demande de préférence forte, il nous faut donc ne pas buter sur le manque de demande.

Par conséquent, pour éviter de repartir dans les dérives de l'endettement qui a été par le passé, **et même encore de nos jours, la solution dont on a excessivement usé** pour entretenir la consommation pendant que la majorité des salariés a ses salaires qui stagnent, nous pensons qu'une action urgente est nécessaire selon les préconisations suivantes :

- 1 Il nous faut absolument **reconnecter investissement et emploi** (cette reconnection est possible grâce au concept d'Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale ou plus précisément Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale Humanisé) ensuite, **reconnecter productivité et salaire** (et ce, en redistribuant le pouvoir d'achat soit par une augmentation des salaires soit en constituant un fond de réserve pour la reconversion des salariés).
- 2 Il nous faut donc pour cela, parvenir à **changer la gouvernance** des entreprises de manière à ce que les choix ne soient plus uniquement guidés par les marchés boursiers, mais prennent en compte **les intérêts des salariés, des territoires et des sociétés**. (Ce changement de gouvernance pourrait devenir possible grâce à la pratique du concept de l'Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale et plus précisément l'Investissement par création d'A.U.E.S. « Actif d'Utilité Economique et Sociale », concept transcrit dans la pratique par la création de filiales assurant la production pour le compte de la société mère).
- 3 Il faut favoriser, en règle générale, l'émergence d'une **nouvelle forme de régulation** afin d'aider les décideurs politiques, économiques et financiers à mieux préparer l'avenir. (Cette nouvelle forme de régulation se mettra en place en adaptant l'arsenal juridique, les politiques industrielles, les politiques économiques, les politiques financières et en préparant l'opinion publique aux principes et concepts de l'investissement en A.U.E.S.).
- 4 Il faut élaborer de **nouvelles formes d'ingénierie financière** (en encourageant l' Investissement en A.U.E.S. et non plus en actions constituant les parts du capital d'une société qui sont des actions dites boursières) ; ces formes d'ingénierie financière d'un nouveau genre permettant l'apport de fonds nouveaux dans l'entreprise tout en préservant le contrôle de l'entreprise concernée.
- 5 Et enfin, plus largement, **la redéfinition de la notion même de capital** doit être en jeu. (Le capital pourrait par exemple inclure l'Actif d'Utilité Economique et Sociale d'une entreprise). Aujourd'hui, le capital est forcément associé à un droit de propriété reconnu, individualisé et négociable. Il faut, comme le préconise Michel AGLIETTA économiste conseiller au Cepil, pouvoir le redéfinir d'une manière beaucoup plus large pour y introduire **des forces productives qui ne font pas l'objet de droits de propriété privée. Il faut donc introduire dans le capital toutes les forces productives nécessaires en général et, plus particulièrement la main d'œuvre d'une entreprise qui sera notre préoccupation principale dans cet exposé**. A titre d'exemple, si on prend le cas d'un pays, on pourrait concevoir que le capital social d'une nation puisse incorporer non pas seulement les ressources humaines et le capital naturel, mais aussi le « capital institutionnel » c'est-à-dire la qualité des modes d'organisation du pays.

Un tel changement dans la comptabilité des entreprises et des nations révélerait alors la rentabilité des investissements qui aujourd'hui, sont au service de la qualité des écosystèmes et de l'inclusion sociale et pourtant sont encore hors du champ capitaliste. Cela rendrait possible une nouvelle vague d'innovations entraînant la croissance car, c'est toujours de cette manière que le capitalisme arrive à se sortir d'une grande crise.

(Afin de mieux illustrer cette thèse, nous allons imaginer par exemple qu'une entreprise participe à la formation de ses salariés et/ou à leur reconversion, leur permettant ainsi de devenir, peut-être à leur tour, des créateurs d'entreprises qui pourraient être des entreprises innovantes dans lesquelles l'entreprise de départ aurait une option privilégiée de prise de participation jusqu'à un niveau prédéterminé . Ces salariés seraient alors considérés comme étant un capital humain positif qui renforce le potentiel de développement de l'entreprise qui les emploie).



CE QU'IL FAUT RETENIR

En résumé, afin que **le travail des salariés cesse d'être la variable d'ajustement** pour les salles de marchés financiers et des conseils d'administration des professionnels de l'investissement dans leur quête insatiable de rentabilité, **agissons maintenant pour la promotion et l'application de l'Investissement en Actif d'Utilité Economique et Sociale**. Parce que l'économie d'un pays n'est forte, solide et ne progresse de façon durable que si elle se tient debout sur ses deux jambes que sont la politique de l'offre et la politique de la demande et que si elle marche sur ses deux pieds que sont l'appareil productif et le pouvoir d'achat. Nous en déduisons donc que les solutions qui tendent à renforcer simultanément ces deux pieds de l'économie sont les plus efficaces pour **une économie debout, qui avance et progresse vers plus de croissance et donc de prospérité**.

Il faut donc **repenser, redynamiser et renforcer l'appareil productif** des pays concernés. En d'autres termes, Il faut **aider les entrepreneurs à produire plus et surtout à produire mieux afin de créer plus de richesses puis, mieux redistribuer ces richesses en créant des emplois et/ou en renforçant le pouvoir d'achat des salariés**, participant ainsi de l'amélioration de l'offre et du renforcement de la demande. L'offre et la demande étant les deux piliers de l'économie, nous ferons ainsi entrer l'économie dans le **cercle vertueux de la croissance et de la prospérité durable**.

RETENIR

A large, faint watermark of the FADEC SO logo is visible in the background. It consists of a stylized 'F' and 'S' intertwined within a circular shape.

FADEC SO

L'HUMAIN AU COEUR DE LA FINANCE
ET DE L'ECONOMIE